

# COLLOQUE SUR L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME

## LIEU

Centre Saint-Pierre

## HORAIRE

- 15 novembre 18 h à 21 h  
Inscription à partir de 16 h 30
- 16 novembre 9 h à 16 h 30  
Inscription à partir de 8 h



*Suivez notre site internet  
pour la programmation complète*

**LECFP.QC.CA**

# Situation, histoire au Québec<sup>1</sup>

Dans son document : L'évolution des concepts d'éducation populaire, Bernard Vallée retrace le cheminement historique de l'éducation populaire au Québec en faisant largement appel à divers textes publiés depuis 1949, cette démarche permettra de mieux situer l'évolution du concept d'éducation populaire au Québec.

Encore aujourd'hui, rares sont les recherches qui ont été réalisées sur l'histoire de l'éducation des adultes au Québec et encore plus rares sont celles qui portent sur l'histoire de l'éducation populaire autonome.

Cette recherche documentaire se veut une contribution à cette tâche si nécessaire à la reconnaissance de la légitimité de ces pratiques éducatives non institutionnelles.

Elle a été réalisée pour alimenter la réflexion du Comité national de révision du programme d'aide aux organismes volontaires d'éducation populaire, qui a présenté au ministre Claude Ryan son rapport "L'éducation populaire autonome au Québec, situation actuelle et développement", en décembre 1987.

On y trouvera des définitions utiles pour décoder le jargon du domaine de l'éducation, des éléments d'histoire de l'éducation populaire autonome au Québec, une description de quelques courants présents en éducation populaire. Pour conclure on évoquera certaines questions qui interpellent les pratiques d'éducation populaire. En annexe, une traduction d'un texte de Bev Burke et Rick Arnold sur l'éducation populaire en Amérique centrale.

---

## LES ANNÉES 1960 : L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME AU SERVICE DE LA MODERNISATION SOCIALE

---

Au cours des années 1950-1960 se fit jour un formidable mouvement social, mobilisant élites intellectuelles, organisations syndicales et coopératives, revendiquant ce que Ton aura appelé la modernisation de la société québécoise ou la Révolution tranquille et dont les mots d'ordre seraient: mobiliser et instrumenter la population pour atteindre un niveau de développement comparable aux régions voisines.

En effet, la société québécoise souffrait de carences majeures dans le domaine de l'éducation, de la formation de la main-d'œuvre et des équipements sociaux. En peu d'années, un système scolaire public complet et accessible était mis sur pied, faisant une place plus importante à l'éducation des adultes.

C'est le rapport Ryan (1964), qui soulignera la nécessité pour l'État de se définir une intervention cohérente en éducation des adultes à l'intérieur d'une politique d'éducation permanente.

---

<sup>1</sup> Bernard Vallée, Évolution des concepts en éducation populaires, ICEA, 1988

"Il ne s'agit donc plus seulement de favoriser la fréquentation scolaire à tous les enfants du monde et de fournir aux adultes les moyens d'acquérir la formation de base qui peut leur manquer. Il faut surtout, maintenant, assurer à tous, jeunes et vieux, instruits ou pas, des possibilités d'éducation permanente, c'est-à-dire, d'adaptation constante aux nouvelles formes de vie, de culture et de civilisation qui se succèdent les unes aux autres plus vite qu'on a le temps de les transmettre d'une génération à l'autre". - (Comité d'étude en éducation des adultes, 1964)

Le rapport Ryan réaffirme le rôle des organismes privés et des associations dans ce processus d'adaptation des citoyens aux transformations sociales et économiques: "Par éducation non formelle des adultes, nous entendons toute acquisition de connaissance ou de culture qui ne conduit pas à l'obtention de grades académiques. C'est celle qu'on désigne parfois sous le nom d'éducation populaire ou de culture populaire. Ces dernières appellations sonnent parfois aux oreilles de certains gens avec un sens restrictif que nous ne voulons cependant pas donner ici. Plusieurs définitions ont été proposées de l'éducation des adultes qui concourt au développement de la personne et à son ajustement continu à une société en transformation. Nous nous contentons ici de décrire et d'analyser la situation sous les quatre aspects suivants:

- la formation sociale, artistique, intellectuelle et spirituelle;
- la formation en vue du changement social nécessitée, par exemple, par les transformations économiques d'une région afin d'amener la population à participer elle-même activement à ces changements imposés par les circonstances et opérés par les autorités publiques;
- l'information en général qui est, pour bon nombre de gens, la seule source de culture: presse, radio, télévision, film;
- la formation des cadres des organismes publics et privés.

On se rend facilement compte, que le besoin d'éducation non formelle va augmenter sans cesse pour les adultes qui doivent faire face à des transformations et à des bouleversements sociaux et culturels se succédant avec une rapidité de plus en plus grande. C'est à la fois l'individu dans son comportement et la société dans ses structures qui ont besoin d'adaptation constante et pour qui l'éducation des adultes est devenue, depuis quelques années, une exigence primordiale au même titre que la formation scolaire".

(Op cit., p. 58-59)

Au milieu des années 1960, on assiste, en marge, en prolongement ou en rupture avec les mouvements d'éducation populaire précédents, à l'émergence de nouvelles formes d'organisations populaires locales: les comités de citoyens. Ils sont la réponse populaire au saccage des milieux urbains et ruraux provoqué par l'intervention ou au contraire l'inaction des pouvoirs publics. Nés à Montréal et dans les paroisses dites "marginales" de l'Est du Québec, ces comités de citoyens se multiplient dans les centres urbains et les régions rurales. Souvent initiés par le courant de l'animation sociale qui vise à faire participer la population

des quartiers défavorisés aux transformations sociales, leur champ d'action allait de la santé à la rénovation urbaine, en passant par le loisir, le travail, les problèmes scolaires. Certains se concentrent explicitement sur l'éducation des adultes. Tous développent des pratiques d'éducation populaire en lien direct avec l'action collective entreprise.

---

## LES ANNÉES 1970: L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME : UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉDUCATIVE

---

Rapidement, les comités de citoyens découvrent que les pouvoirs en place ne les écoutent pas et qu'ils veulent gagner du temps. C'est ainsi qu'à partir de 1968 la plupart d'entre eux s'ouvrent à la dimension politique. S'appropriant le terme de groupes populaires, ils cessent de centrer leur action exclusivement sur la revendication de services aux institutions en place pour chercher à résoudre eux-mêmes les problèmes qui les concernent, quitte à se donner des organismes spécialisés pour des luttes spécifiques.

"Dès lors, l'ensemble des luttes s'orientent progressivement dans trois directions principales: luttes et mobilisation pour se donner des services (v.g. les comptoirs alimentaires), luttes sur des problèmes spécifiques (v.g. le logement, les droits sociaux), et luttes sur la scène municipale à Montréal puis à Québec".

"C'est dans cette foulée qu'apparaissent entre autres:

- les associations coopératives d'économie familiales, les ACEF (1965);
- les comptoirs alimentaires (1967);
- les associations de défense des droits sociaux, les ADDS (1969);
- le Carrefour des jeunes travailleurs (1969);
- les maisons des chômeurs (1970);
- l'Assemblée nationale d'Action-chômage (1970);
- § les opérations dignité, les OD (1970-71);
- les garderies populaires;
- la Clinique Saint-Jacques;
- la Clinique médicale de Pointe-St-Charles;
- le Bloc en Abitibi;
- l'Association générale de l'île de Hull, l'AGIH;
- le Comité de citoyens de l'aire 10 à Québec, etc.

A la différence d'organisations comme la Saint-Vincent-de-Paul (groupes d'intégration), ces groupes se révéleront en rupture au moins partielle avec le capitalisme et ne craindront pas de travailler à des mobilisations relativement larges comme la lutte pour l'abolition de la taxe d'eau".

---

DEPUIS LES ANNÉES 1980:

---

## L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME ILLUSTRATION

---

Cette intense activité populaire et ces engagements politiques sont supportés par des démarches éducatives qui se développent de plus en plus. On se souvient, par exemple, du caractère déterminant qu'ont eu les rencontres de formation sur la loi d'aide sociale dans le sud-ouest de Montréal dans le développement du mouvement des assistés sociaux:

"Au départ, à l'initiative d'un animateur social à l'emploi du Projet d'organisation populaire d'information et de regroupement (POPIR), on ouvrit un secrétariat qui devint vite un centre de références. Plusieurs bénéficiaires de l'aide sociale vinrent s'y informer des droits que leur concédait la nouvelle loi.

Quelques mois plus tard, et dans un deuxième temps, les personnes ayant fréquenté le Secrétariat des travailleurs du Sud-ouest furent conviées à une rencontre au cours de laquelle on leur propose l'organisation d'une série de rencontres sur leurs droits. Les personnes présentes se montrèrent extrêmement intéressées, mais posèrent les conditions suivantes:

- Ces rencontres ne devaient regrouper que des bénéficiaires de l'aide sociale.
- Le langage devrait être approprié, c'est-à-dire le moins hermétique possible.
- Le contenu devrait être connu à l'avance, du moins, les principaux thèmes.
- Les personnes-ressources invitées devraient être acceptées par le groupe.
- Le rythme des rencontres devrait être établi par les participants et les participantes.
- Des moyens devraient être trouvés pour favoriser la participation des femmes.
- Les "cours" ne devraient pas être essentiellement magistraux (les gens suggèrent l'utilisation de moyens audio-visuels et certains jeux).
- Toute la démarche devrait s'articuler à partir de ce que les gens connaissent.

Ce dernier point est particulièrement important. Un assisté social de 25 ans disait alors: "on va commencer par voir comment chacun vit, pis après, on va voir comment la loi nous permet de vivre, pis après, on va voir ce qui nous manque...".

Déjà était formulé ce que Bernard Vallée n'hésite pas à définir comme une éthique en matière de démarche éducative, et cette direction à suivre était formulée par les participants et participantes eux-mêmes. Soucis démocratiques et soucis pédagogiques se conjuguent ici de façon remarquable.

A court et moyen terme, cette expérience allait être popularisée dans plusieurs autres quartiers de Montréal et ailleurs au Québec. A plus long terme, elle devait permettre de donner une voie politique essentielle à un groupe social qui, malgré le nombre des individus qui le compose, n'en avait jamais eue". - Lamoureux, Henri, Éducation populaire et exercice de la démocratie

A partir de 1970 se créent, avec l'aide de la CECM à Montréal, 6 centres d'éducation populaire qui ont comme objectif la promotion collective des milieux populaires, en lien étroit avec les autres organisations populaires de leurs quartiers. On assiste alors à la systématisation des revendications des groupes populaires qui désirent voir reconnaître par l'État leur légitimité dans le champ d'éducation et un soutien financier conséquent et leur spécificité.

En 1972, à la demande des groupes, l'ICEA publie un mémoire qui définit ainsi l'éducation populaire:

Dans le vaste domaine de l'éducation des adultes, l'éducation populaire se différencie d'abord de la formation professionnelle en ce sens qu'elle ne vise pas à transmettre des

connaissances techniques sur un métier ou sur une profession. Ceux qui suivent les activités d'éducation populaire ne le font pas d'abord pour apprendre un nouveau métier ou pour parfaire leur formation professionnelle, même si en réalité le développement des individus dû à leur plus grande formation sociale et culturelle peut améliorer leur compréhension de phénomènes liés à leur vie de travail. Quand nous parlons ici d'éducation populaire, nous nous référons à diverses activités d'autoformation des adultes non sanctionnées par un diplôme.

L'éducation populaire se caractérise par ses buts, par la population à laquelle elle s'adresse qui est constituée d'adultes parmi les moins scolarisés et, de façon générale, de ceux qui ont des besoins particuliers en ce domaine ainsi que par l'approche pédagogique et par le contenu des activités éducatives.

Les buts ou les objectifs de l'éducation populaire sont les suivants:

- Mettre les adultes en contact avec des connaissances, des réflexions, des activités, des techniques, des informations utiles pour les diverses responsabilités de leur vie quotidienne (comme consommateur, comme citoyen, comme membre d'une famille, comme travailleur, comme artiste amateur, etc.).
- Situer les individus par rapport à l'ensemble des événements et des structures qui les touchent. Il ne suffit pas de connaître, il faut comprendre l'ensemble des éléments qui constituent la vie adulte. Ainsi, le sens critique doit se développer parallèlement à l'acquisition de connaissances.
- Donner à l'adulte les moyens de poursuivre seul la réflexion sur les questions qu'il veut étudier et comprendre. Cet objectif signifie qu'il faut lui apprendre à apprendre, à utiliser les ressources de son milieu pour s'épanouir.
- Aider à mieux fonctionner à l'intérieur du travail de groupe ou du travail d'équipe. Il s'agit ici du développement harmonieux de la personnalité sociale des individus par l'apprentissage de la discussion et de la division du travail de groupe.
- Fournir aux adultes l'occasion de participer activement à la vie de la cité. L'éducation populaire vise à ce que les adultes soient capables de communiquer leur point de vue et d'influencer le développement social, économique et culturel du pays.

---

## L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME L'ARRIVÉE DU PROGRAMME DE

### SOUTIEN À L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME (PSÉPA)<sup>2</sup>

---

En 1974, l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) rassemble des organismes financés par le programme d'aide aux Organismes volontaires en éducation populaire (OVEP) du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ).

---

<sup>2</sup> Sources : Jean-Yves Joannette TROVEP de Montréal, Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome, COCAF

Rassemblés d'abord sous l'appellation « OVEP » dû au programme qui les finance, ces organismes regroupent des gens vivant un même problème et se donnent comme objectifs d'améliorer les conditions de vie ou de travail de populations démunies. Ce sont des groupes populaires d'éducation qui sont sans but lucratif, contrôlés par leurs membres et dont les pratiques incluent souvent la défense collective des droits et une offre de services à la population.

Le comité de coordination des *Organismes volontaires en éducation populaire* (OVEP) se forme en 1978. La même année, une assemblée générale provinciale des OVEP donne une première définition de l'éducation populaire autonome.

«L'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui visent, à court, moyen ou à long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu » [version courte].

Le texte de 1978, dans sa version courte, a été largement utilisé par les groupes populaires, car c'est une des premières fois que le mouvement communautaire tente de définir ce qu'est un groupe communautaire. Cette définition, ancrée dans la tradition des comités de citoyennes des années 60, a influencé la conception de la mission des groupes tout au long des années 1980.

#### Le financement de l'éducation populaire par le programme OVEP et le PSÉPA

Durant le début des années 1980, plus d'une lutte a été menée contre les moratoires et le gel du programme Organismes volontaires en éducation populaire (OVEP). En 1985-1986, les budgets du programme sont gelés pour environ 681 OVEP au Québec, dont 145 à Montréal. Plusieurs groupes sans financement sont également en attente d'accréditation.

Les Tables régionales des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) s'impliquent au Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), le regroupement des TROVEP qui organise la résistance face aux coupures et refontes du programme avec maintes campagnes de cartes postales, téléphone rouge, « opération facture », la diffusion d'un dossier noir, etc. Le MÉPACQ revendique l'augmentation des budgets et la fin du moratoire. La mobilisation permet d'empêcher la régionalisation du programme prévue par le ministère de l'Éducation.

En mars 1989, les subventions sont toujours gelées sans indexation. Plus de 900 groupes participent à l'opération « Casse-tête » du MÉPACQ pour mettre de la pression sur le ministère de l'Éducation du Québec. En 1991, les menaces de réforme au programme se succèdent dont l'abolition de la récurrence des subventions, etc. Le ministère rejette l'idée d'une politique globale de soutien aux groupes. Le MÉPACQ lance de multiples campagnes qui forcent le MEQ à négocier certains aspects de la réforme.

En mars 92, le ministre de l'Éducation confirme que le budget du programme de soutien à l'éducation populaire autonome et à l'alphabétisation populaire autonome (PSÉPA/PSAPA) sera coupé de 35 %. Les groupes de tout le Québec dénoncent cette coupure et manifestent entre autres, devant les bureaux du ministère de l'Éducation du Conseil du trésor et devant les écoles privées, car ces institutions voient leur budget augmenter de 8 millions \$. À l'automne 1992, le ministère annonce la réduction de la coupure de 35 % à 4 %.

Les élections provinciales sont déclenchées en 1995 et il y a un changement de parti politique au pouvoir. Le nouveau ministre de l'Éducation annonce l'annulation des coupures de 4 % et 10 %, le rattrapage 1988-95 de l'indexation au coût de la vie. De 1995 à 2000, il y a une augmentation progressive du budget du PSÉPA et l'obtention d'un financement sur trois ans pour plus de 900 groupes accrédités. Des rencontres ont lieu entre le MEQ et les représentants du MEPACQ, du RGPAQ, de la ROVEP et de la Table des fédérations et organismes nationaux d'éducation populaire autonome (Table des Fédés) sur l'élaboration d'un nouveau programme pour 95-96.

## L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME LA FIN DU PROGRAMME PSÉPA ET L'IMPACT DE LA POLITIQUE DE RECONNAISSANCE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE (PRAC)

En mai 1995, le gouvernement du Québec crée le Secrétariat à l'action communautaire (SAC) et le rattache au bureau du premier ministre. Tout en continuant à faire pression sur le MEQ pour l'obtention d'une politique en éducation populaire autonome, Le MEPACQ, le RGPAQ et la Table des Fédés continuent font un suivi sur l'action du secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) et participe aux consultations sur la politique gouvernementale de reconnaissance. De plus, le MEPACQ et la Table des Fédés négocient la mise sur pied avec la ministre responsable du SAC du *Comité aviséur de l'action communautaire autonome*, une instance du communautaire ancêtre du Réseau québécois d'action communautaire autonome (RQ-ACA).

Au début 2000, le gouvernement dépose une première version de la Politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome. Certains groupes craignent la déresponsabilisation du MEQ face à l'éducation populaire autonome. Le gouvernement décide d'intégrer l'ÉPA comme axe transversal dans la Politique de reconnaissance de l'action communautaire (PRAC). L'Éducation populaire autonome (ÉPA) devient une caractéristique parmi d'autres de l'Action communautaire autonome (ACA).

La PRAC est finalement adoptée par le gouvernement en 2001. Cela confirme la mort du PSÉPA en 2002, remplacé par la Programme d'action communautaire sur le terrain de l'Éducation (PACTE). Des centaines d'organisme auparavant financés par le programme PSÉPA quittent le ministère de l'éducation pour être rattachés à un ministère ayant une filiation avec la mission des organismes transférés



---

DEPUIS 2001 L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME DEVIENT UNE PRATIQUE

D'INTERVENTION QUI DEVRAIT ÊTRE TRANVERSALE DANS LE MILIEU

COMMUNAUTAIRE AUTONOME

---

De l'éducation populaire autonome la PRAC retient ces quelques mots : « Valoriser, soutenir et consolider l'action communautaire autonome et ce qui **en constitue l'essence**, soit **l'éducation populaire et la transformation sociale**, le soutien à la vie démocratique, le développement d'une vision globale des problématiques, l'exercice de la citoyenneté et l'enracinement dans la communauté »<sup>3</sup>

Une conclusion qui n'en est pas une, l'éducation populaire autonome poursuit son chemin au travers les pratiques des organismes communautaires autonomes. Le désir de laisser une large part à cette philosophie de l'art d'intervenir n'est plus tributaire comme elle l'a été, du ministère de l'éducation. Elle devient une responsabilité pour les organismes eux-mêmes, le terme même semble lentement se dissoudre dans une multitude de mots : empowerment, autonomisation, mobilisation citoyenne alors que chacun de ceux-ci sont tributaires de l'éducation populaire et du désir comme le dit si bien **Bénigno Cacérés**, d'entretenir une révolte permanente contre les lieux communs, en étant une création continue nécessaire entre la culture héritée et la culture à inventer, entre la soif de justice et la joie de vivre, entre l'absolu et le possible.

---

<sup>3</sup> L'action communautaire une contribution essentielle de la citoyenneté et au développement social du Québec, (PRAC) septembre 2001 page 16

# ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME DE WIKIPEDIA

## ÉDUCATION POPULAIRE

---

L'**éducation populaire** est un courant de pensée qui cherche principalement à promouvoir, en dehors des structures traditionnelles d'enseignement et des systèmes éducatifs institutionnels, une **éducation** visant l'amélioration du système social. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle occidental, ce courant d'idées traverse de nombreux et divers mouvements qui militent plus largement pour le développement individuel des personnes et le développement social communautaire (dans un quartier, une ville ou un groupe d'appartenance, religion, origine géographique, lieu d'habitation, etc.) afin de permettre à chacun de s'épanouir et de trouver une place dans la société.

L'action des mouvements d'éducation populaire se positionne en complément de l'enseignement formel. C'est une **éducation** qui dit reconnaître à chacun la volonté et la capacité de progresser et de se développer, à tous les âges de la vie. Elle ne se limite pas à la diffusion de la culture académique, elle reconnaît aussi la culture dite populaire (culture ouvrière, des paysans, de la banlieue, etc.). Elle s'intéresse à l'art, aux sciences, aux techniques, aux sports, aux activités ludiques, à la philosophie, à la politique. Cette éducation est perçue comme l'occasion de développer les capacités de chacun à vivre ensemble, à confronter ses idées, à partager une vie de groupe, à s'exprimer en public, à écouter, etc.

1 « La définition introuvable<sup>1</sup> »

Rechercher une définition unique<sup>2</sup> de l'éducation populaire est probablement une chose vaine. Nombre d'auteurs, de militants, d'acteurs de l'éducation populaire se sont attelés à cette tâche délicate. Ce sont ces tentatives qui sont présentées ci-après, bien que Jean Guéhenno, le 13 novembre 1944, inspecteur général, chargé de mission aux mouvements de jeunesse et à la culture populaire écrivait dans sa circulaire les fins poursuivies par la nouvelle direction de la culture populaire: "mettre fin à l'avilissement, à l'exploitation d'une jeunesse par la mécanique de l'enthousiasme si chère à Vichy" :

- Pour **Benigno Cacérés<sup>3</sup>**, deux grandes perspectives prévalent à l'émergence de l'éducation populaire :
  - Une conception citoyenne visant à donner à chacun l'instruction et la formation nécessaires pour devenir un acteur capable de participer à la vie du pays ;
  - Une conception **humaniste** qui a conduit certains intellectuels à vouloir partager leur savoir avec d'autres. Historiquement, il semble que cette perspective se double de la nécessité de former du personnel qualifié répondant aux besoins de l'industrie moderne.
- Pour **José Baldizzone<sup>4</sup>**, il existe 3 grands axes qui permettent d'apporter des éléments de définition. Ceux-ci lui permettent de proposer une définition qualifiée

d'empirique de l'éducation populaire comme « *action éducative des milieux populaires en vue d'amender le système social...* » :

- L'éducation populaire comme reconnaissance du fonctionnement défectueux du système social. Dans cette perspective, l'action culturelle tente de remédier à quelque chose qui fonctionne mal, sans que soit posée une volonté de changer le système.
- L'éducation populaire comme action d'éducation, inscrite dans le temps libre, et visant l'intégration de nouveaux aspects à son champ culturel et politique.
- L'éducation populaire en tant que traitant d'un public spécifique : les milieux populaires.
- Pour **Jean Laurain**<sup>5</sup>, le moyen structurel propre à l'éducation populaire est « *la vie associative volontaire à but non lucratif, elle-même subordonnée à l'existence d'un temps libre réel pour les citoyens qui veulent y participer* » :
  - Si le modèle associatif est ainsi considéré comme le modèle du socialisme autogestionnaire, l'éducation populaire quant à elle ne peut avoir de sens et d'efficacité que si elle est « *une auto-éducation du peuple par le peuple* ».
- Pour **Christian Maurel**<sup>6</sup>, l'éducation populaire est « l'ensemble des pratiques éducatives et culturelles qui œuvrent à la transformation sociale et politique, travaillent à l'émancipation des individus et du peuple, et augmentent leur puissance démocratique d'agir ».

## **2 Une définition propre au mouvement populaire Québécois :**

L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME, C'EST... l'ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail, et qui vise à court, moyen ou long terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu. MEPACQ <http://bit.ly/21coqEO>

Mais aussi ... d'autres définitions

L'éducation populaire est une révolte permanente contre les lieux communs. Elle est une création continue nécessaire entre la culture héritée et la culture à inventer, entre la soif de justice et la joie de vivre, entre l'absolu et le possible. - **Bénigno Cacérés**

«L'élargissement du droit à la citoyenneté passe aujourd'hui par une capacité d'ouvrir des interrogations (et donc des conflits) sur le sens de notre place dans un processus de développement. C'est-à-dire des actions de nature culturelle permettant à tout un chacun de transformer l'expérience qu'il a de sa situation en expression, puis en savoir, pour construire un rapport de force permettant d'agir sur cet environnement socio-économique. Ce travail de la culture dans la transformation sociale, politique, et économique est ce que nous appelons ÉDUCATION POPULAIRE» - **COOP Le Pavé**

La base fondamentale de l'éducation populaire, c'est la conviction profonde que les gens ont le potentiel nécessaire pour comprendre, analyser leur vécu, élaborer des alternatives susceptibles de faire émerger des espaces de vie où les droits humains fondamentaux ont priorité. - **Lucie Bélanger**

---

## LES ORIGINES DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

---

### I. Historique

L'éducation populaire est la plus ancienne forme d'éducation des adultes et celle qui a initié, expérimenté et développé en grande partie les pratiques éducatives spécifiques propre aux adultes.<sup>4</sup>



Cette section adopte un point de vue régional ou culturel particulier et doit être **internationalisée**

Le **XX<sup>e</sup> siècle** a vu émerger trois courants et trois traditions :

- la tradition laïque éducative,
- la tradition chrétienne humaniste,
- celle du mouvement ouvrier.

Le courant laïque est clairement issu de la tradition de Condorcet. L'instruction doit être accessible à tous, former les citoyens, et être prise en charge par la République. Pour Condorcet, il n'y a pas de démocratie du pouvoir, sans démocratie du savoir. Les protestants sous l'influence du personnalisme ont une vision identique du rôle de l'éducation dans la démocratie. Ce courant peine à retrouver sa place aujourd'hui dans l'évolution du capitalisme. Cette mouvance, orientée vers la problématique actuelle du **lien social**, s'incarne aujourd'hui dans des formes d'actions sociales telles que celles prônées par les centres sociaux, l'accompagnement social qui permet de prendre soi-même sa vie en main.

Dans la vision catholique, la morale doit guider la vie des hommes en société. Son action s'inscrit dans une problématique d'aide, d'assistance, d'exemplarité de l'**ascétisme**, de moralisation de la société. Le **christianisme social** lui assure dynamisme et influence autour de mouvements allant du **scoutisme** à la **Jeune République**, puis à la chrétienne. L'enseignement du **Pape François** renouvelle cette vision morale de l'éducation.

Enfin la tradition de l'éducation dans le mouvement ouvrier est née au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Après la **loi Le Chapelier**, les syndicats sont interdits mais le mouvement ouvrier crée des amicales, des mutuelles et des coopératives. L'**anarcho-syndicalisme** à la fin XIX<sup>e</sup> siècle se

---

<sup>4</sup> Les actes du colloque national sur l'éducation populaire au Québec, ICEA 1990

demande s'il convient d'envoyer les enfants de prolétaires à l'**école de la bourgeoisie de Jules Ferry** ou s'il faut préserver une culture et des valeurs propres à la classe ouvrière. Les enjeux de l'instruction sont importants : quels contenus ? Qui éduque ? Quelle formation ? Qui doit-on éduquer ? Qui contrôle l'école (**loi Falloux**) ? L'école moderne de **Francisco Ferrer** et **La Ruche (école)** de **Sébastien Faure** sont des exemples d'écoles libertaires pour les prolétaires.

Pour Geneviève Poujol<sup>29</sup>, ce lien mythique entre éducation populaire et mouvement ouvrier n'aurait pas eu lieu. Elle règle également la question des confessions en postulant une pluralité d'histoires qui se dérouleraient de façon parallèle : à côté d'une histoire laïque, il y aurait une histoire catholique, voire une histoire protestante. Son souci de l'histoire l'amène cependant à récuser le mythe d'une éducation populaire qui serait partie prenante de l'histoire ouvrière. Dans une perspective sociologique, l'auteur préfère décrire la naissance de l'éducation populaire en insistant sur le parallélisme entre mouvement laïque et catholique.]<sup>30</sup>

De ces trois courants qui se mêlent, se croisent, il n'y a ni définition précise, ni accord sur la genèse de l'éducation populaire, en particulier sur la place du mouvement ouvrier.

#### Situation, histoire internationale

Les pays européens et le monde anglo-saxon (Amérique du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande) ont vécu des phénomènes différents dans leur chronologie, du fait de leur histoire à la fois particulière et commune, qui vont conduire à l'émergence du mouvement social que l'on nomme en France et parfois en Belgique ou Suisse romande, l'éducation populaire.

Ces mouvements de fond sont :

- La séparation de l'Église (catholique) et de l'État, réalisée en Angleterre avec **Henri VIII** et les deux **Révolutions anglaises** aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, en France avec la Révolution et la laïcité, en Allemagne et en Suisse avec le **Kulturkampf**. Ces combats aboutissent à la pacification des rapports entre l'Église et les États au travers des **encycliques** papales sur le rapport avec le monde moderne et au travers des **concordats** avec les États.
- L'industrialisation du XIX<sup>e</sup> siècle, avec comme corollaire la question sociale et la culture ouvrière, l'**exode rural** et l'**immigration aux Amériques**, en Australie et en Nouvelle-Zélande. L'éducation populaire accompagne ces changements sociaux et culturels massifs.
- La construction de l'identité culturelle de chaque pays. Celle-ci va conduire au **nationalisme** et à quatre guerres entre l'Allemagne (la Prusse d'abord) et la France, les **guerres napoléoniennes**, la **guerre de 1870**, et les deux **guerres mondiales**. Après la Seconde Guerre mondiale, l'éducation populaire se donne pour missions, l'amitié entre les peuples, entre jeunes de tous les pays, la tolérance en faveur des minorités, religieuses et raciales.

- La prise de conscience par les européens d'une culture commune entre leurs peuples, à partir du moment où l'éducation dite traditionnelle (ou **instruction publique**) est contestée, par les enseignants eux-mêmes, notamment dans la vision nationaliste de l'instruction. En France, la figure de l'**instituteur hussard noir** de la république s'estompe après la Première Guerre mondiale. Dès 1920, les mouvements de **l'éducation nouvelle** organisent des congrès internationaux en Europe et auxquels participent non seulement des pédagogues de différents pays mais aussi les mouvements d'éducation populaire, eux-mêmes partie prenante de l'éducation informelle. Ces milieux venus de toute l'Europe perçoivent peu à peu ce qu'ils ont en commun dans la **culture européenne**.
- La consommation de masse et la culture de masse, mais aussi la résistance à cette culture, la recherche des racines rurales, des traditions chez des urbains plongés dans le monde moderne et industriel.

### **Bibliographie :**

**Bernard Vallée** , Évolution des concepts en éducation populaires, ICEA, 1988

**Jean-Yves Joannette**, TROVEP de Montréal,

Documents de la Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome,

Documents de la Coalition des organismes communautaires autonomes en formation (COCAF)

Revue À Bâbord No 50 été 2013 (Particulièrement sur la survie des Centres d'éducation populaire de Montréal)

L'action communautaire une contribution essentielle de la citoyenneté et au développement social du Québec, (PRAC) septembre 2001 page 16

<http://bit.ly/24hBavJ>

### II. Notes et références pour wikipedia

1. ↑ Ce titre reprend l'expression que Jean-Claude Gillet utilise dans *Animation et animateurs. Le sens de l'action*, mais pour désigner l'animation socioculturelle
2. ↑ C'est ce que rappelle **Marie-George Buffet** dans la préface du livre blanc de l'éducation populaire lorsqu'elle précise « *Le livre blanc ne fixe pas une doctrine, il ne donne même pas une définition unique de l'éducation populaire.* », In Jean-Michel

- Leterrier, *Citoyens chiche ! Le livre blanc de l'éducation populaire*, Paris, Les éditions de l'atelier/Les éditions ouvrières, 2001
3. ↑ Benigno Cacérès, *Histoire de l'éducation populaire*, Paris, Seuil, Peuple et Culture, 1964
  4. ↑ José Baldizzone, *De l'éducation populaire à l'animation globale*, Paris, Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, Les cahiers de l'éducation permanente
  5. ↑ Jean Laurain, *L'Éducation populaire ou la vraie révolution*, Paris, Éditions de correspondance Municipale - ADELS, 1977
  6. ↑ *Éducation populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, Éditions L'harmattan, 2010
  7. ↑ Voir <http://www.educationpermanente.cfwb.be/> [archive]
  8. ↑ Voir *Aux sons du tambour* [archive], un site qui s'intéresse à l'éducation permanente et à ceux qui la font.
  9. ↑ Rapport sur l'organisation générale de l'Instruction publique présenté à l'Assemblée nationale législative au nom du Comité d'Instruction publique les 20 et 21 avril 1792 par Condorcet Voir *extraits en ligne* [archive]
  10. ↑ *Association polytechnique* [archive]
  11. ↑ [http://www.folo8.org/vieasso/adhesion/histoire\\_ligue.php](http://www.folo8.org/vieasso/adhesion/histoire_ligue.php) [archive]
  12. ↑ <http://lacomune.perso.neuf.fr/pages/assoc.html> [archive]
  13. ↑ « À propos de l'aristocratie ouvrière. Élités professionnelles et militantes au XIX<sup>e</sup> siècle dans le département du Cher » [archive]
  14. ↑ « Le Sillon » [archive]
  15. ↑ Encyclique Notre charge apostolique sur *Le Sillon* du 25 août 1910 <http://www.laportelatine.org/bibliotheque/encycliques/PieX/NotreChargeApostolique.php> [archive]
  16. ↑ *Jugendherberge*
  17. ↑ [1] [archive]
  18. ↑ Il s'agit de former dans le (centre d'entraînement pour la formation du personnel des colonies de vacances et des maisons de campagne des écoliers), les premiers animateurs de colos, les CMEA sont influencés par les *éclaireurs de France* dont Léo Lagrange a été membre
  19. ↑ *Centre laïque des auberges de jeunesse* [archive]
  20. ↑ <http://www.6oansdesmjc.fr/spip.php?article16&artsuite=1> [archive]
  21. ↑ *mouvements de jeunesse* [archive]
  22. ↑ <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/05/LEPAGE/17113> [archive]
  23. ↑ Le gouvernement provisoire de la France le charge d'organiser la Direction de la Culture populaire et des Mouvements de jeunesse. Il met en place les projets de Maisons de la Culture. Jugeant qu'il n'aurait pas assez d'autonomie, et que les anciens cadres s'opposaient aux changements nécessaires, il démissionne rapidement (en 1948) de son poste <http://amisdeguehenno.monsite-orange.fr/page1/index.html> [archive]
  24. ↑ *Serge Paugam, La Disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « sociologies », 1991, 4<sup>e</sup> édition mise à jour 1997,



- dernière édition dans la coll. « Quadrige » 2009 (avec une nouvelle préface *La Disqualification sociale vingt ans après*)
25. ↑ [http://www.bourgogne.jeunesse-sports.gouv.fr/files/drjs21/education\\_populaire/place\\_actuelle.htm](http://www.bourgogne.jeunesse-sports.gouv.fr/files/drjs21/education_populaire/place_actuelle.htm) [archive]
  26. ↑ Le « concile » de Villeurbanne ou la crise de la décentralisation théâtrale, par Marie-Ange Rauch-Lepage, Lettre d'information n° 20, Comité d'histoire du ministère de la Culture
  27. ↑ Site de l'INJEP [archive]
  28. ↑ [http://www.carrieres-publiques.com/PAR\\_TPL\\_IDENTIFIANT/415/TPL\\_CODE/TPL\\_OUVR\\_NUM\\_FICHE/PAG\\_TITLE/Culture+g%E9n%E9rale+%3A+th%E8mes+de+soci%E9t%E9++Cat%E9gories+A+et+B/2250-fiche-ouvrage.htm](http://www.carrieres-publiques.com/PAR_TPL_IDENTIFIANT/415/TPL_CODE/TPL_OUVR_NUM_FICHE/PAG_TITLE/Culture+g%E9n%E9rale+%3A+th%E8mes+de+soci%E9t%E9++Cat%E9gories+A+et+B/2250-fiche-ouvrage.htm) [archive].
  29. ↑ Geneviève Poujol, *L'Éducation populaire : histoires et pouvoirs*, Paris, Les éditions ouvrières, coll. Politique sociale, 1981
  30. ↑ dans *La Mémoire légendaire de l'éducation populaire* par Jean-Claude Richez, responsable de l'unité : Recherche, études, formation de l'Injep Article paru dans la revue pour éditée par le GREP, n° 181, mars 2004, pp.106-114  
<http://www.injep.fr/IMG/pdf/memoire.legendaire.educ.popul.pdf> [archive]
  31. ↑ Les 5 points ici abordés sont issus d'un document de Franck Lepage : *Rapport Le Travail de la culture dans la transformation sociale* [archive], qui s'est lui-même appuyé sur Luc Carton In *Éducation populaire ou animation socioculturelle*, séminaires FFMJC, 1994-96
  32. ↑ <http://www.compagnons-du-devoir.com/main.php?rub=21> [archive]
  33. ↑ <http://travailculture.org/spip.php?article32> [archive].
  34. ↑ <http://www.associations.gouv.fr/639-l-agrement-de-jeunesse-et-d.html> [archive]
  35. ↑ [http://www.conseilasso.fr/doc\\_types/cadre\\_juridique/agrementeducpop.htm](http://www.conseilasso.fr/doc_types/cadre_juridique/agrementeducpop.htm) [archive]